

Coronavirus: une arme à double tranchant pour la Chine

La réponse de la Chine à la pandémie de coronavirus pourrait avoir des retombées géopolitiques majeures. La pandémie est une arme à double tranchant pour la Chine. Les lacunes du pouvoir dans sa réaction au virus ont terni son image dans le monde entier. Pourtant, les dirigeants du pays sont enclins à croire que la Chine sortira plus puissante de la crise.

Par Brian G. Carlson

La pandémie provoquée par l'émergence du nouveau coronavirus à Wuhan, en Chine, pourrait devenir un événement marquant dans l'histoire du monde. Bien avant que la maladie éclate, la montée en puissance de la Chine était en train de s'accélérer, faisant naître le spectre de changements structurels majeurs dans le paysage politique international. La pandémie pourrait précipiter certaines tendances qui se dessinaient déjà, tout en introduisant de nouvelles préoccupations. La réponse de la Chine au coronavirus – sur les plans de la santé publique, de la politique intérieure, de l'économie et de la politique étrangère – aura probablement d'importantes ramifications géopolitiques. Même si le prestige de la Chine a été mis à mal, ses dirigeants pourraient considérer la crise comme une opportunité de poursuivre leurs ambitions de politique étrangère.

En Europe, les tentatives de Pékin pour détourner les reproches qui lui étaient faits et convaincre de sa bonne gestion de la crise ont porté atteinte à l'image de la Chine. La pandémie a également contribué à accroître les tensions dans les relations entre les États-Unis et la Chine, ce qui a soulevé des questions sur la réaction à adopter par l'Europe.

Réponse sanitaire

Sur le plan de la santé publique, la réaction de la Chine face au coronavirus suscite une



L'arrivée de Xi Jinping à la séance d'ouverture de la Conférence consultative politique du peuple chinois au Palais de l'assemblée du peuple à Pékin en Chine le 21 mai 2020. *Carlos Garcia Rawlins / Reuters*

intense controverse. Pour ses détracteurs, les erreurs initiales du gouvernement chinois ont empêché de contenir le virus à Wuhan et permis sa propagation dans le monde entier, donnant ainsi lieu à une pandémie dévastatrice. Le discours favori des dirigeants chinois est que le pays a mieux réussi à endiguer le virus que beaucoup d'autres, y compris les démocraties occidentales, ce qui démontre la supériorité de son système politique autoritaire. La

confrontation entre ces deux récits pourrait avoir des répercussions majeures sur la légitimité du Parti communiste chinois à l'intérieur du pays, sur les relations entre la Chine et les autres grandes puissances et sur l'avenir du paysage politique mondial.

Les éléments factuels dont nous disposons tendent à montrer que les responsables chinois, tant au niveau local qu'au niveau national, ont commis des erreurs cruciales

dans leur réponse à la propagation du virus, essentiellement imputables au manque de transparence du système politique. Les autorités de Wuhan n'ont pas fourni à temps d'informations précises sur l'épidémie, ni aux habitants de la ville, ni au gouvernement central, et ont réduit au silence les personnes qui ont tenté de donner l'alerte. Après avoir pris connaissance de l'ampleur réelle de l'épidémie, le gouvernement central aurait attendu plusieurs jours avant d'informer le public et de fermer la ville de Wuhan. Selon des études épidémiologiques, ces manquements ont considérablement augmenté le nombre de cas et de décès à l'échelle globale.

Certains patients, plus tard diagnostiqués comme étant porteurs du coronavirus, présentaient des symptômes dès le début du mois de décembre. Le 30 décembre, Li Wenliang, médecin à Wuhan, a tenté de signaler sur les réseaux sociaux l'émergence d'une maladie respiratoire. Les services de censure ont fermé la discussion en ligne et ont accusé Li Wenliang et d'autres médecins pour avoir diffusé des «rumeurs». Li Wenliang a lui-même contracté le coronavirus, dont il est décédé début février. Entretemps, les autorités locales de Wuhan ont étouffé les informations concernant l'épidémie. Malgré un pic d'admissions dans les hôpitaux de la ville, les autorités sanitaires de Wuhan ont fait état d'un nombre d'infections trop faible pour être réaliste. Les responsables ont également nié la transmission interhumaine du virus, malgré que Li Wenliang et plusieurs autres soignants avaient été contaminés. Les autorités locales étaient réticentes à perturber le cours des choses avant les réunions politiques prévues pour la première moitié du mois de janvier au niveau de la ville et de la province. En outre, la structure incitative du système politique chinois dissuade les responsables locaux et provinciaux de relayer les mauvaises nouvelles au gouvernement central. Le 18 janvier, des fonctionnaires de Wuhan ont autorisé la tenue d'un banquet pour le Nouvel An lunaire avec des plats préparés par 40 000 familles. À ce moment, les autorités de la ville savaient depuis trois semaines que le virus se propageait à Wuhan.

Le gouvernement central a également été lent à réagir. Les autorités chinoises ont informé l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de l'épidémie le 31 décembre, mais ont affirmé que le virus n'était pas transmissible entre humains. Il a fallu

qu'une contamination soit annoncée en Thaïlande le 13 janvier, premier cas recensé hors de Chine, pour que les dirigeants chinois admettent la possibilité d'une pandémie et lancent une opération nationale

Sur le plan de la santé publique, la réaction de la Chine face au coronavirus suscite une intense controverse.

pour identifier les cas. Le gouvernement n'a pourtant fait part de ses préoccupations que le 20 janvier, date à laquelle le président Xi Jinping a évoqué pour la première fois le virus dans une allocution publique. Le gouvernement a également reconnu qu'une transmission interhumaine était possible. Ce retard de plusieurs jours a coûté très cher. Lorsque la Chine a fermé Wuhan le 23 janvier, environ cinq millions de personnes avaient quitté la ville, ce qui a permis au virus de se propager dans le monde entier.

Les dirigeants chinois affirment que les mesures qu'ils ont prises ont réussi à contenir le virus au niveau national. Ces mesures comprenaient le confinement de Wuhan, étendu par la suite à toute la province du Hubei, ainsi que le confinement d'autres zones du pays et le recours à des technologies numériques (voir [l'analyse no 264 du CSS](#)). Selon les statistiques chinoises, le nombre d'infections dans le pays s'est limité à environ 83 000 cas entraînant à peu près 4 600 décès. Si ces statistiques sont exactes, le bilan en Chine a été bien moins lourd que dans la plupart des démocraties occidentales. De nombreux experts internationaux doutent toutefois de la véracité de ces chiffres. En l'absence d'enquête internationale, les affirmations de la Chine sont difficiles à vérifier. Initialement opposés à cette idée, les dirigeants chinois ont fini par accepter une enquête internationale qui ne pourra commencer que lorsque la pandémie sera terminée. La Chine a ensuite réagi rapidement aux nouvelles flambées qui ont émergé dans le pays.

Politique intérieure et économie

L'épidémie de coronavirus aurait pu déclencher une crise nationale pour le Parti communiste chinois, pour des raisons à la fois sanitaires et économiques. Le traitement et le décès de Li Wenliang ont suscité l'indignation. Cédant à la pression de l'opinion publique, le gouvernement a finalement reconnu que le médecin n'avait pas bénéficié d'une prise en charge appropriée.

Certains efforts déployés par le parti pour convaincre de sa bonne gestion du virus ont provoqué un tollé dans le pays. Quelques personnalités ont publiquement critiqué Xi Jinping et les dirigeants du parti, ce qui leur a valu d'être arrêtées. La propagation du virus a révélé, une fois de plus, les problèmes inhérents à un système politique rigide et hiérarchique qui manque de transparence et décourage toute volonté de dévoiler de fâcheuses vérités. La légitimité du parti reposant sur une croissance soutenue, le ralentissement économique constitue un autre défi.

Quelques mois après l'éclosion du virus, le parti semble avoir repris pied. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène. Le principal réside peut-être dans les difficultés qu'ont rencontrées les autres États face au virus. Les taux élevés d'infection et de décès relevés dans d'autres pays aident à convaincre les citoyens chinois que les mérites que s'attribue leur gouvernement sont justifiés. Un autre facteur est la montée du nationalisme chinois en réponse aux critiques internationales sur la façon dont la Chine a géré le virus. S'il ne fait aucun doute que l'insatisfaction reste grande au niveau national, les récentes avancées de la Chine dans le domaine de la surveillance numérique ont amélioré la capacité du parti à contrôler le discours politique et à étouffer la dissidence.

La reprise économique sera un test important pour le parti. Au cours du premier trimestre 2020, le PIB de la Chine a reculé de 6,8 pourcent par rapport à la même période l'année dernière, selon les statistiques publiques. Il s'agit officiellement du premier trimestre de croissance économique négative depuis 1976, année de la mort de Mao Zedong qui a également marqué la fin de la révolution culturelle. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, le gouvernement n'a pas annoncé d'objectif annuel de croissance du PIB, invoquant l'imprévisibilité de la situation. Le Fonds monétaire international prévoit que la croissance du PIB chinois pourrait tomber à 1,2 pourcent cette année, bien en dessous de la croissance à deux chiffres que la Chine a affichée pendant une grande partie des quarante dernières années et même des 6,1 pourcent de 2019. Même si l'économie chinoise se stabilise rapidement, son secteur des exportations souffrira de la récession mondiale due au coronavirus. Les efforts déployés par les États-Unis et d'autres pour délocaliser leurs chaînes d'approvisionnement hors de Chine pourraient également porter atteinte à l'économie du pays.

Alors que le gouvernement chinois affronte déjà de graves difficultés, notamment une guerre commerciale prolongée avec les États-Unis et un mouvement de protestation soutenu à Hong Kong, la pandémie a constitué une épreuve supplémentaire pour le leadership de Xi Jinping. Certains observateurs pensent que le coronavirus pourrait devenir le «Tchernobyl de la Chine», c'est-à-dire une catastrophe qui entamerait la légitimité nationale et le prestige international du parti. Même si l'image du parti au niveau national pourrait s'en trouver durablement dégradée, ses dirigeants semblent toutefois convaincus d'avoir surmonté la tempête.

Diplomatie et levée de boucliers

Sur la scène internationale, les dirigeants chinois ont vu dans la pandémie des opportunités, mais aussi des risques. Le plus urgent était de répondre aux critiques du monde sur la façon dont la Chine a géré l'épidémie et d'inverser les dégâts de ces accusations pour l'image du pays. Pour ce faire, la Chine a eu recours à une diplomatie à deux visages, l'un doux, l'autre plus dur.

Pour ce qui est du volet doux, la Chine a lancé une campagne de «diplomatie des masques». Pékin a envoyé des masques, des kits de test, des respirateurs et plus de 170 experts médicaux dans des pays du monde entier, dont l'Italie durement touchée. Les médias d'État chinois ont large-

Certaines actions de la Chine sur des sujets sans lien direct avec la pandémie ont intensifié le tollé provoqué par la diplomatie chinoise face au virus.

ment communiqué sur ces initiatives. L'objectif était de détourner l'attention des questions qui fâchent, notamment l'origine du virus à Wuhan et les problèmes liés à la réponse initiale de Pékin, pour la porter sur les efforts déployés par la Chine pour aider les autres pays à lutter contre la pandémie. Mais cette stratégie est tombée à plat lorsque le matériel médical livré par la Chine à plusieurs pays, d'Europe notamment, s'est révélé de mauvaise qualité.

La diplomatie chinoise face à la pandémie a également comporté un volet plus dur. Les diplomates chinois, notamment une nouvelle génération connue pour son audace, surnommée les «loups guerriers» en référence aux films patriotiques chinois,

ont agressivement répondu aux critiques. Ces derniers mois, la Chine a fait pression sur les pays afin qu'ils remercient publiquement Pékin pour ses dons de matériel médical. Elle a également mis à exécution ses menaces de sanction économique vis-à-vis de l'Australie, pour avoir demandé une enquête sur les origines du virus, et critiqué les réponses d'autres pays en matière de santé publique. Dans certains cas, les responsables chinois ont diffusé de fausses informations. Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a ainsi affirmé que l'armée américaine avait introduit le virus à Wuhan. De même, l'ambassadeur de Chine à Paris a déclaré que la France avait laissé des personnes infectées mourir dans des maisons de retraite. Ces actions ont entraîné une forte levée de boucliers à travers le monde, contrariant les tentatives chinoises d'imposer sa version des faits.

S'affirmer à la périphérie

Certaines actions de la Chine sur des sujets sans lien direct avec la pandémie ont intensifié le tollé provoqué par la diplomatie chinoise face au virus. Le pays a notamment cherché à asseoir son influence à sa périphérie sur des questions liées à Hong Kong, à Taïwan, à la mer de Chine méridionale et à la frontière avec l'Inde.

En plein cœur de la pandémie, la Chine a renforcé son emprise sur Hong Kong. Le Congrès national du peuple a approuvé fin mai une nouvelle loi de sécurité nationale pour la ville qui accroît le pouvoir du gouvernement de réprimer l'activisme prodémocratie, mettant ainsi fin, selon toute vraisemblance, au statut semi-autonome de Hong Kong et à la formule «un pays, deux systèmes». Les dirigeants chinois semblent avoir calculé qu'ils pourraient résister à la condamnation internationale qui s'ensuivrait, d'autant que l'attention de nombreux pays est maintenant accaparée par la pandémie.

La Chine a intensifié sa pression diplomatique et militaire sur Taïwan, île autonome considérée comme une province renégate. À l'approche de l'investiture de Tsai Ing-wen pour un second mandat présidentiel, Taïwan a efficacement réagi au coronavirus, faisant barrage à l'épidémie et maintenant le nombre de décès sous la barre des dix personnes. Ce succès a renforcé les appels à ce que Taïwan intègre l'OMS, perspective que la Chine refuse au motif qu'il s'agirait d'une violation de la «politique d'une seule Chine». Ces facteurs ayant accru les ten-

Origines inconnues du virus

Les origines du nouveau coronavirus restent mystérieuses. Des responsables chinois ont suggéré que la première infection humaine pourrait avoir eu lieu dans un marché de Wuhan où l'on vend des animaux sauvages. Les scientifiques s'accordent à dire que le virus n'a pas été créé ou manipulé par des êtres humains. Le président des États-Unis Donald Trump et le secrétaire d'État Mike Pompeo ont affirmé qu'un virus naturel pourrait s'être échappé accidentellement de l'Institut de virologie de Wuhan, un laboratoire classé P4 (le plus haut niveau de biosécurité) au sein duquel des scientifiques effectuent des recherches sur les coronavirus chez les chauves-souris. Trump et Pompeo n'ont pas fourni de preuves publiques pour étayer leurs accusations, que la Chine réfute. Voir Michèle Gemünden, «Trust and Transparency: Antidotes against Corona Conspiracies», CSS Corona Blog, 25 mai 2020.

sions dans les relations entre les deux rives du détroit, la Chine a accentué sa pression militaire sur Taïwan en envoyant des forces aériennes et navales à proximité de ses côtes.

La Chine a également poursuivi ses efforts pour asseoir sa domination sur la mer de Chine méridionale. Au cours des derniers mois, un bâtiment de la marine chinoise a pointé un radar de tir sur un bateau philippin, un navire des garde-côtes chinois a coulé un bateau de pêche vietnamien, un navire de recherche maritime chinois a effectué des investigations dans la zone économique exclusive de la Malaisie et Pékin a inclus des territoires contestés dans de nouveaux districts administratifs chinois. Même si ces actions s'inscrivent dans le prolongement des politiques menées par la Chine ces dernières années, les dirigeants chinois estiment visiblement que le moment est opportun pour faire valoir leurs revendications, l'attention des pays d'Asie du Sud-Est étant détournée par la pandémie.

Enfin, un conflit frontalier a récemment éclaté entre la Chine et l'Inde, avec des escarmouches meurtrières entre les forces militaires des deux camps dans une région contestée de l'Himalaya. Certains analystes pensent que la Chine a choisi ce moment où l'Inde lutte contre le coronavirus pour la dissuader de consolider ses positions le long de la frontière, et surtout de se rapprocher des États-Unis.

Dans tous ces exemples d'intensification

des frictions à la périphérie de la Chine, les initiatives de Pékin pour affirmer sa puissance ont fait appel au nationalisme chinois, un pilier majeur de la légitimité du

Si les relations entre les États-Unis et la Chine étaient déjà en train de se tendre bien avant la pandémie, le coronavirus a accéléré cette tendance.

parti. Dans le même temps, elles ont accentué les tensions régionales et compliqué encore les relations de la Chine avec les pays occidentaux, en particulier les États-Unis.

Retombées géopolitiques

La pandémie est une arme à double tranchant pour la Chine. L'économie du pays, le prestige national du Parti communiste chinois et l'image de la Chine dans le monde en paient un lourd tribut. Les dirigeants chinois ont conscience de la résistance internationale croissante qu'ils rencontrent. En avril, un *think tank* proche du ministère chinois de la Sécurité d'État a présenté un rapport indiquant que l'hostilité internationale envers la Chine avait atteint un niveau inégalé depuis le massacre de la place Tiananmen en 1989. Dans le même temps, les dirigeants chinois ont peut-être des raisons de croire qu'ils sortiront de la crise avec une meilleure position de pouvoir relative. Cette conviction pourrait enhardir la Chine.

Certains analystes comparent la montée des tensions entre les États-Unis et la Chine au début d'une nouvelle guerre froide. Que cette caractérisation soit exacte

ou non, la période à venir sera probablement marquée par une intensification de la concurrence stratégique dans les domaines militaire, technologique, économique et idéologique. Si les relations entre les États-Unis et la Chine étaient déjà en train de se tendre bien avant la pandémie, le coronavirus a accéléré cette tendance. Après avoir fait l'éloge de la façon dont la Chine a géré l'épidémie, le président Donald Trump s'est progressivement retourné contre Pékin au fur et à mesure que le nombre de contaminations et de décès augmentait aux États-Unis. Trump a également suspendu le financement américain de l'OMS, qu'il a accusée de couvrir la mauvaise gestion de l'épidémie par la Chine. Les frictions se sont aussi accrues sur d'autres questions, notamment Hong Kong, Huawei et les efforts pour réduire la dépendance vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement chinoises, en particulier pour les produits pharmaceutiques et le matériel médical. Un récent sondage de Pew Research a révélé que deux tiers des Américains avaient une opinion défavorable de la Chine.

La pandémie a également suscité des tensions dans les relations de la Chine avec plusieurs pays européens, ce qui pourrait rapprocher les intérêts des États-Unis et de l'Europe. Même s'il y a de grandes chances que les tensions transatlantiques perdurent, tant que Donald Trump restera président, ce rapprochement d'intérêts pourrait favoriser la coopération entre les deux continents en réponse à la montée en puissance de la Chine. Ainsi, les efforts des États-Unis pour contenir la croissance de Huawei pourraient désormais bénéficier d'un sou-

tien accru de ce côté de l'Atlantique. Les gouvernements allemand et britannique seraient, de fait, en train de revoir leur décision d'autoriser Huawei à construire l'infrastructure 5G de leur pays.

Dans le sillage de la pandémie, Xi Jinping semble déterminé à poursuivre la politique étrangère assertive qui a caractérisé son mandat. Pourtant, cette attitude a encore terni l'image de la Chine dans le monde, déjà loin d'être éclatante. Le *soft power* limité de la Chine pourrait constituer un obstacle de taille à ses ambitions sur le front de la politique étrangère. En fin de compte, pour exercer son leadership à l'échelle internationale, la Chine devra se faire des amis dans le monde. La pandémie a compliqué cette tâche, ce que les dirigeants chinois semblent reconnaître. Si la résistance internationale aux ambitions de la Chine devient suffisamment forte, les dirigeants chinois pourraient être contraints de revoir leurs aspirations à la baisse, au moins temporairement. Or une telle mesure serait difficile à prendre face à la montée du nationalisme en Chine, tendance renforcée par la pandémie. Dans un avenir proche, les décideurs politiques européens doivent donc s'attendre à ce que la Chine poursuive, voire intensifie sa politique étrangère assertive.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur "les implications sécuritaires de la crise corona".

Brian G. Carlson est consultant au Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'EPF de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeurs: Fabien Merz, Lisa Watanabe
Révision linguistique: Fabien Merz, Lisa Watanabe
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Virus dans le système russe No 266
Intelligence artificielle et cybersécurité No 265
Technologies numériques et la crise du coronavirus No 264
Les Balkans occidentaux entre nouvelles dépendances No 263
La candidature suisse au Conseil de sécurité de l'ONU No 262
Ukraine: la dimension religieuse du conflit No 261

© 2020 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000423174